

## Rapport de l'Evaluation Rapide des besoins

### Rapport d'Evaluation Rapide des Besoins Province de l'Ituri, Territoire d'Irumu, Chefferie de Walendu Bindi, Zone de Santé de Gety, Aires de santé de Tchেকেle et Olongba, localités de Bunga, Alimba et Béton

Date de l'évaluation : Du 6 au 7/7/2021

Date du rapport : 10/7/2021

Pour plus d'information, Contactez :  
Balthazar Ainda, AHAO, [ainda@un.org](mailto:ainda@un.org)

## 1 Aperçu de la situation

### 1.1 Description de la crise

<b>Nature de la crise :</b>	Mouvements de population		
<b>Date du début de la crise :</b>	Le 14 Avril 2021	<b>Date de confirmation de l'alerte :</b>	Le 24 juin 2021
<b>Code EH-tools</b>	3983		
<b>Si conflit :</b>			
<b>Description du conflit</b>	La zone de santé de Gety située au sud du territoire d'IRUMU, collectivité des Walendu-Bindi, s'étend sur six groupements : BAMUKO, Boloma, Bukiringi, Baviba, Zadhu et Tsiritsi-Rutsi. La zone de santé de Gety est actuellement une zone de refuge de déplacés en rapport avec quatre crises de l'Ituri, à savoir, la crise de Djugu associée au groupe armé CODECO, la crise de l'axe Nyankunde-Komanda liée au FPIC, la crise du Sud-Irumu liée aux incursions des ADF dans la zone de santé de Boga, et une crise interne liée au FRPI. Cette zone a reçu des milliers de déplacés au cours de trois derniers mois (Avril-Mai-Juin 2021). Par ailleurs, à sa réunion du 28 juin, la CMP a validé le chiffre de 52 315 personnes déplacées pour la zone de santé de Gety sur les 24 derniers mois. Ayant actuellement le statut de zone de refuge de déplacés, la zone de santé de Gethy nécessite un suivi rapproché de la situation humanitaire. Les villages Bhunga, Alimba et Béton, évalués par la présente mission composée des organisations AJEDEC, PACADI et OCHA, ont reçu les déplacés venus particulièrement du groupement Chini ya Kilima et de Nyankunde depuis le mois d'avril 2021. Sur le terrain, la mission a constaté que ces villages ont aussi reçu de déplacés en provenance de Tchabi à partir du 31 mai 2021. Il a aussi constaté la présence d'autres déplacés en provenance de Komanda fuyant les attaques de présumés ADF à partir du 27 juin. Le mouvement d'arrivée de ce dernier groupe se poursuivait encore. Il ressort des discussions organisées en groupe et individuelles que les populations déplacées observent la situation sécuritaire de leurs localités d'origine avant de décider d'y retourner. Les villages de Bhunga et Alimba se trouvent dans l'Aire de Santé de Chyekele tandis le village Béton se trouve dans l'Aire de Santé d'Olongba. Les données collectées sur le terrain révèlent la présence de 244 ménages déplacés constitués de de près de 1220 personnes dans les villages de Bhunga, Alimba et Béton. Ces personnes vivent en familles d'accueil mais, en majorité, les déplacés d'Alimba vivent dans un site.		
<b>Si mouvement de population, ampleur du mouvement :</b>			

Localité/village	Autochtones (ménages)	Autochtones (personnes)	Déplacés (ménages)	Déplacés (personnes)	% de déplacés par rapport la population locale
Bhunga	450	2250	63	315	14,00 %
Alimba	135	675	140	700	103,70 %
Béton	300	1500	41	205	13,67 %
<b>TOTAL</b>	<b>885</b>	<b>4425</b>	<b>244</b>	<b>1220</b>	<b>27,67 %</b>

**Commentaires/Observations**

- Les déplacés dans les villages évalués représentent 27,67 % de la population d'accueil dans les trois villages.
- Les villages Bhunga et Alimba sont situés dans le groupement Boloma, Aire de Santé de Chyekele et le village Béton est un quartier du village Olongba appartenant à l'Aire de Santé Olongba, en groupement Baviba.
- La mission a reçu une information sur la présence 140 ménages de déplacés à Tradhadhi, à 1,5 kilomètres de Béton.
- La mission a aussi constaté la présence des abris de déplacés sur la concession de l'église Hema Takatifu. Il y aurait 55 personnes au village Olongba, en provenance de Bwakadi, Kainama et Tchabi.
- La mission a aussi visité deux autres villages du groupement Baviba, à savoir, Singo et Songokoyi, situés à près de 10 et 15 Km de Nyankunde. Il a été constaté que les déplacés de ces villages sont, en majorité, retournés à Nyankunde, et d'autres se préparaient à rentrer. Ils ont été sensibilisés par les autorités à retourner à Nyankunde. Toutefois, certains ont déclaré qu'ils hésitent à rentrer à Nyankunde parce qu'ils n'ont plus de maisons à Nyankunde, étant donné qu'elles ont été détruites par des hommes armés.

Différentes vagues de déplacement depuis les 2 dernières années			
Date	Effectifs (personnes)	Provenance	Cause
Du 15 au 17 avril 2021	1220	Chini ya Kilima, Nyankunde	Opérations militaires contre des hommes armés, exactions des présumés ADF contre les civils.

Sources : Les chefs des villages, les présidents des jeunes, les notables, société civile, les représentants des églises, les représentantes des mamans et les leaders des déplacés.

<i>Dégradations subies dans la zone de départ/retour</i>	L'affrontement entre FARDC et FPIC dans le groupement Chini ya Kilima et à Nyankunde a occasionné les pillages des biens, les incendies des maisons, la destruction des infrastructures sociale et les meurtres.		
<i>Distance moyenne entre la zone de départ et d'accueil</i>	En km : 25 à 50 Kilomètres En temps parcouru : De 2 à 10 heures de temps à pieds.		
<i>Lieu d'hébergement</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Communautés d'accueil</li> <li>• Sites spontanés</li> </ul>		
<i>Possibilité de retour ou nouveau déplacement (période et conditions)</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les déplacés hésitent de rentrer chez eux dans le groupement Chini ya Kilima à cause de l'insécurité. En juin, deux personnes qui y sont allées pour chercher à manger dans les champs ont été tuées et une autre a été blessée.</li> </ul>		

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les déplacés venus de la cité Nyankunde ne sont pas encore rassurés de la sécurité. Selon eux, il y a des retours dans le quartier du HGR Nyankunde et non encore au centre et en périphéries.</li> <li>• Les déplacés venus de Tchabi et Bwakadi craignent les tueries de présumés ADF.</li> <li>• Pour la nouvelle vague en provenance de Komanda, les présumés ADF continuent de commettre des exactions sur la route Komanda-Ofaye et menacent d'attaquer Komanda.</li> </ul>
--	--

## 1.2 Profil humanitaire de la zone

Crises et interventions dans les 12 mois précédents

<i>Crises</i>	<i>Réponses données</i>	<i>Zones d'intervention</i>	<i>Organisations impliquées</i>	<i>Type et nombre des bénéficiaires</i>
Mouvement de la population	-	-	-	-
<b>Commentaire</b> : les déplacés dans les zones évaluées n'ont reçu aucune assistance depuis leur mouvement jusqu'à nos jours (depuis Avril 2021).				

## 2 Méthodologie de l'évaluation

<b>Type d'échantillonnage :</b>	<p>Pour cette évaluation nous nous sommes entretenus avec les groupes de discussions constitués par les autorités locales : les Chefs du village, Directeurs des écoles, Responsables des structures sanitaires, les représentantes des mamans, ...</p> <p>Le deuxième groupe de discussion est constitué des déplacés dans les sites Bhunga, Alimba et Béton.</p> <p>Des entretiens ont aussi eu lieu avec les informateurs-clés : le médecin du CSR de Chyekele et l'IT du CSR d'Olongba.</p>
<b>Techniques de collecte utilisées</b>	<p>Pour ce travail, nous avons utilisé les techniques d'observation, appuyé par des questions-réponses. La technique d'observation nous a aidé à vérifier la présence des déplacés, avant de passer aux questions réponses sur les fiches préétablies. Les questions ont tourné autour de : Protection, vivres, Abris, AME, Santé, EHA, et Education.</p>
<b>Composition de l'équipe</b>	<p>L'Equipe d'évaluation est composé de :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. BALTHAZAR AINDA d'OCHA : +2438 1483 1863</li> <li>2. NORBERT BANGADJUNA DE L'AJEDEC : +2438 1608 0639</li> <li>3. OSEE KILIMANI DE L'AJEDEC : +2438 2292 8246</li> <li>4. MARCEL AVELUMA DE PACADI : +2438 2273 6585</li> <li>5. JAPHET MAGO DE PACADI : +2438 2830 4928</li> </ol>

## 3 Besoins prioritaires / Conclusions clés

<i>Besoins identifiées (en ordre de priorité par secteur, si possible)</i>	<i>Recommandations pour une réponse immédiate</i>	<i>Groupes cibles</i>
<p>1. SECAL</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Vivres</li> <li>- CASH</li> </ul>	Intervention rapide en vivres et cash	<p>Les Déplacés</p> <p>Les Familles d'accueil</p>

<p>2. <b>SANTE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Médicaments</li> <li>- Primes aux infirmiers</li> <li>- Infrastructures sanitaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Appui des structures médicales en médicaments</li> <li>- Prise en charge des infirmiers</li> <li>- Réhabilitation des structures de santé</li> <li>- Appui au poste de santé de Bhunga situé loin du CSR Chyekele</li> </ul>	<p>Les déplacés et les communautés d'accueil</p>
<p>3. <b>AME</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Matelas/Nattes</li> <li>- Matériels de cuisine</li> <li>- Habit</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assister les déplacés en Articles Ménagers Essentiels : matelas, nattes, matériels de cuisine, habits, bidons.</li> </ul>	<p>Déplacés</p>
<p>4. <b>ABRIS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Bâches</li> </ul>	<p>Distribution de bâches</p>	<p>Déplacés</p>
<p>5. <b>EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sources d'eau potable</li> <li>- Latrines</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aménagement/construction des sources d'eau potable</li> <li>- Construction des latrines</li> </ul>	<p>Déplacés et communauté d'accueil</p>
<p>6. <b>EDUCATION</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Kits scolaires</li> <li>- Infrastructures scolaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Appui des élèves en kits scolaires</li> <li>- Réhabilitation des infrastructures scolaires</li> </ul>	<p>Les élèves déplacés et communauté d'accueil</p>
<p>7. <b>PROTECTION</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La présence des forces de sécurité (FARDC et PNC) est faible</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Restauration de la paix dans les milieux de provenance de déplacés</li> </ul>	<p>Déplacés</p>
<p><i>Les secteurs concernés sont : Protection, Sécurité alimentaire/vivres, Moyens de subsistance, Abris, Articles ménagers essentiels, Eau-hygiène-assainissement, Santé, Nutrition, Education, Logistique</i></p>		

## 6 Analyse « ne pas nuire »

<p><b>Risque d'instrumentalisation de l'aide</b></p>	<p>Il n'y a pas de crainte d'instrumentalisation de l'aide dans les villages Bhunga et Alimba. Il ne se trouve aucune position des FARDC et PNC dans les deux villages. Toutefois, les éléments de FRPI sont visibles dans la zone mais semblent bien se comporter. Dans toute la chefferie de Walendu Bindi, c'est à Olongba qu'on trouve une position des FARDC et une autre de la PNC. Néanmoins, en guise de prévention avant les interventions, il convient de programmer une sensibilisation des responsables de FRPI, les autorités locales et d'autres leaders locaux sur les objectifs du projet avec les critères clairs de ciblage et les principes humanitaires.</p>
<p><b>Risque d'accentuation des conflits préexistants</b></p>	<p>Dans la zone d'accueil de déplacés qu'est la chefferie de Walendu Bindi, la seule crainte serait que le gouvernement décide d'attaquer le FRPI. Les éléments de FRPI semblent maintenir l'ordre dans cette chefferie.</p> <p>D'autres craintes viendraient de la situation sécuritaire précaire des zones de provenance de déplacés, à savoir, les chefferies d'Andisoma et Mobala où les FARDC peuvent encore s'affronter avec le FPIC.</p> <p>Selon les déplacés, la cohabitation entre eux et la communauté d'accueil est bonne. Ils partagent les mêmes marchés et reçoivent encore de service auprès de la communauté d'accueil pour les travaux journaliers et quelques assistances sous forme de mendicité.</p>

	Les déplacés vivent dans des conditions difficiles, quasi d'exploitation par les autochtones. Cela occasionnerait le vol dans les champs, le sexe de survie. C'est pourquoi, la bonne cohabitation constatée risque de s'affaiblir si la période de déplacement devient longue et sans assistance.
<b>Risque de distorsion dans l'offre et la demande de services</b>	Les produits manufacturés ne sont pas disponibles dans les environs de Bhunga et Alimba, mais on peut les trouver plus loin aux marchés de Bavi. Une analyse du marché et une sensibilisation de toutes les parties prenantes, et notamment des opérateurs économiques, est conseillée. Adapter les modalités de réponse rapide au contexte de la zone.

## 7 Accessibilité

### a. Accessibilité physique

<b>Type d'accès</b>	La zone évaluée est accessible en véhicule de moins de 20 tonnes. De Bunia à Bhunga-Alimba : 7 heures. De Bunia à Béton : 7 heures.
---------------------	---

### b. Accès sécuritaire

<b>Sécurisation de la zone</b>	Pendant l'évaluation, la zone est contrôlée par les éléments de FRPI qui laissent libre passage. Les FARDC et la PNC se trouvant à Olongba sécurisent cette localité. Un camp des casques bleus de la MONUCO se trouve à Aveba.
<b>Communication téléphonique</b>	Le réseau de communication disponible est Vodacom. Pour l'internet c'est 2G.
<b>Stations de radio</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Radio Communautaire Amani (Aveba)</li> <li>2. Radio Communautaire Pax Umoja (Gety-Mission)</li> <li>3. Radiotélévision Maendeleo Gety (Gety-Etat)</li> </ol>

## Aperçu des vulnérabilités sectorielles et analyse des besoins

### c. Protection

<b>Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?</b>	Non
<b>Incidents de protection rapportés dans la zone</b>	
Le 3 juillet, vers 19h00, des jeunes d'Aveba se sont opposés à ce qu'un hélicoptère de la MONUSCO se pose à Aveba prétextant que c'était tard. Un échange des tirs a eu lieu entre des éléments de FRPI et les casques bleus. Il y a eu un mort et au moins trois blessés, pendant que plusieurs parmi les manifestants disent que les casques bleus tiraient en l'air pour disperser les manifestants, de l'hélicoptère à leur camp. La population a chassé la police d'Aveba car soupçonnée d'avoir tiré sur les manifestants.	
<b>Relations/Tension entre les différents groupes de la communauté</b>	Les communautés d'accueil et les déplacés des villages évalués entretiennent des bonnes relations. Ils s'assistent mutuellement en cas de besoin.

<b>Existence d'une structure gérant les incidents rapportés.</b>	Non
<b>Impact de l'insécurité sur l'accès aux services de base</b>	Les déplacés déclarent qu'ils sont attaqués par des hommes en armes lorsqu'ils se rendent chercher à manger dans les champs se trouvant dans leur zone de provenance, particulièrement du groupement Chini ya Kilima.
<b>Présence des engins explosifs</b>	Non
<b>Perception des humanitaires dans la zone</b>	Les déplacés et les communautés d'accueil dans les zones évaluées ont manifesté leur joie d'être visité par les humanitaires, de qui ils attendent l'assistance pour améliorer leur condition de vie en déplacement, comme ils en ont fait dans d'autres zones. Leur mécontentement est qu'ils ont plusieurs mois sans être assistés.
<b>Réponses données :</b> Monitoring de protection par INTERSOS et AJEDEC, partenaires respectifs du HCR et UNICEF.	
<b>Recommandations</b>	
- Pour les interventions humanitaires, maintenir un haut niveau de transparence en respectant les principes humanitaires et les instructions sur la redevabilité.	

#### d. Sécurité alimentaire

<b>Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?</b>	Non
<b>Classification de la zone selon le IPC</b>	IPC3
<b>Situation de la sécurité alimentaire depuis la crise</b>	<p>Les ménages déplacés vivent dans la précarité sur le plan de la sécurité alimentaire. Ces ménages ne sont pas en capacité de retourner dans leurs villages pour rechercher la nourriture compte tenue de l'insécurité qui sévit dans les zones de provenance, particulièrement dans le groupement Chini ya Kilima. Certains qui y sont allés se ravitaillés ont été assassinés.</p> <p>Le repas qui se prend une fois par jour est composé uniquement de fofou de manioc et de légume vert.</p> <p>Les déplacés vivent des petits jobs chez les autochtones. Pour une superficie de 5mx20m cultivée un déplacé est payé avec 1500 FC. Ce montant ne suffit pas pour nourrir une famille. En cas de maladie, le déplacé n'a pas d'autres sources de revenus pour la survie.</p>
<b>Production agricole, élevage et pêche</b>	<p>Depuis qu'ils sont arrivés en avril, les ménages déplacés n'accèdent plus aux produits de leurs champs à cause de la longue distance qui les séparent de la zone d'accueil et de l'insécurité.</p> <p>Par ailleurs, les autorités locales de Bhunga et Alimba ont déclaré qu'il y a assez d'espaces pour cultiver. Autrement dit, si un organisme d'aide humanitaire assiste les déplacés avec des intrants agricoles (outils aratoires et semences).</p> <p>Par ailleurs, à Bhunga et Alimba, les autochtones se plaignent de la destruction de leurs cultures par les animaux sauvages, les cochons.</p>
<b>Situation des vivres dans les marchés</b>	Avec l'augmentation de la population dans la zone évaluée, le prix des vivres sur le marché est revu à la hausse. Par exemple, une mesure de farine de manioc qui coûtait 100 FC coûte maintenant 150 FC.

<b>Stratégies adoptées par les ménages pour faire face à la crise</b>	Pour faire face à la crise alimentaire, la population affectée a développé les stratégies ci-après : <ul style="list-style-type: none"> <li>- La mendicité</li> <li>- La recherche et vente de : bois de chauffe, ramassage</li> <li>- Les travaux journaliers</li> <li>- Petits jobs dans l'exploitation artisanale de l'or à Olongba.</li> </ul>
<b>Réponses données : Aucune assistance</b>	
<b>Recommandations</b>	
- Assister en urgence les déplacés et les familles d'accueil vulnérables en vivres	

### C. Abris et accès aux articles essentiels

<b>Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Non</li> </ul>
<b>Impact de la crise sur l'abris</b>	<p>Selon les déplacés, pendant la crise, la majorité des maisons dans la zone de provenance ont été incendiées.</p> <p>Sur le lieu de déplacement ces déplacés ont occupé les écoles et les églises à l'arrivée.</p> <p>Pour le moment, en majorité, les déplacés d'Alimba vivent dans des abris érigés sur un site.</p> <p>Au village de Béton, les déplacés vivent dans des maisons à louer et d'autres en familles d'accueil. La promiscuité dans les abris est déplorée.</p>
<b>Type de logement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Site spontané</li> <li>• Maison louée à 10 USD en moyenne par mois</li> <li>• Maison empruntée gratuitement</li> <li>• Maison occupée avec l'autorisation de quelqu'un</li> </ul>
<b>Accès aux articles ménagers essentiels</b>	<p>La majorité des personnes déplacées a perdu ses articles ménagers essentiels dans la zone de provenance : matelas ; casseroles, bidons, bassins, habits, etc.</p> <p>Ils empruntent les articles ménagers dans la communauté d'accueil pour s'en servir, avec risque de conflit en cas de perte et de l'endommagement.</p>
<b>Possibilité de prêts des articles essentiels</b>	<p>La communauté d'accueil manifeste la bonne volonté de prêter aux déplacés les articles ménagers essentiels dont ils ont besoin. Le risque qui peut découler est en cas de perte ou d'endommagement, le propriétaire peut demander la restitution, ce qui peut créer un conflit affectant les relations existant entre un déplacé et un autochtone.</p>
<b>Situation des AME dans les marchés</b>	<p>Sur marchés les articles ménagers essentiels ci-dessous sont disponibles au marché de Bavi :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Casserole : 5 USD</li> <li>- Bidon : 2 USD</li> <li>- Bassin : 5 USD</li> <li>- Matelas : 30 USD</li> <li>- Couverture : 5 USD</li> <li>- Plat : 1 USD</li> <li>- Gobelet : 0.5 USD</li> <li>- Cuve : 5 USD</li> </ul>
<b>Faisabilité de l'assistance ménage</b>	<p>L'assistance peut entraîner le conflit en cas où on assiste seulement les déplacés sans tenir compte des familles d'accueil qui ont pris la charge des populations affectées par la crise depuis leur arrivée jusqu'au moment de l'assistance. En cas de rupture de stock, les familles d'accueil peuvent s'abstenir d'intervenir encore.</p>

**Réponses données : Aucune assistance**

Recommandations

- Assister les déplacés et les familles d'accueil vulnérables avec des kits des AME ou un transfert monétaire pour AME (cash ou foire).
- Assister les ménagers déplacés en bâches pour la construction des abris d'urgence.

**e. Moyens de subsistance**

<b>Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Non</li> </ul>
<b>Moyens de subsistance</b>	<p>Les ménages déplacés ont tous perdus l'accès à leurs biens productifs (champs, commerces). Les moyens productifs restés dans leurs milieux d'origine ont été pillés et/ou détruits par les hommes armés après le déplacement.</p> <p>Les résidents quant à eux subissent de fortes pressions sur leurs ressources suite à la présence de déplacés.</p>
<b>Accès actuel à des moyens des subsistances pour les populations affectées</b>	<p>Avec la relation qui existe entre les deux parties, les déplacés ont confirmé qu'ils participent aux activités de subsistance existant dans le milieu, notamment les travaux journaliers, les petits commerces et le ramassage. A Olungba, ils participent aux petits jobs dans les carrières minières comme les autres membres de communauté d'accueil.</p>
<b>Réponses données : Aucune assistance</b>	

**f. Faisabilité d'une intervention cash (si intervention cash prévue)**

<b>Analyse des marchés</b>	<p>Dans la zone d'évaluation, il y a l'existence des marchés où la population s'approvisionne avec des stocks suffisants, des prix abordables et variables. Sur ces marchés on retrouve les produits agricoles et les articles ménagers.</p>
<b>Existence d'un opérateur pour les transferts</b>	<p>Dans la zone évaluée, il n'existe pas d'opérateur économique de transfère de grande capacité. Il existe des opérateurs économiques dont les capacités de transferts en cash ne parviennent pas à couvrir en totalité les besoins de la communauté locale et ceux de la communauté accueil.</p>

**g. Eau, Hygiène et Assainissement**

<b>Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Non</li> </ul>
<b>Risque épidémiologique</b>	<p>La menace d'épidémie reste élevée au regard de la promiscuité en familles d'accueil et dans les sites spontanés ; et de la pratique de la défécation à l'air libre et du non-respect de certaines règles d'hygiène.</p> <p>A cause de manque des sources d'eau potable aménagées, insuffisance des latrines et autres installations sanitaires dans la zone, les déplacés et la communauté d'accueil ont le risque de</p>

	contracter les épidémies et autres maladies d'origine hydrique comme le choléra, la verminose, la typhoïde, ...
<b>Accès à l'eau après la crise</b>	<p>La population affectée par la crise confirme avoir accès en eaux sans condition pour effectuer les différents travaux ménagers, pour se baigner et pour la boisson. Néanmoins la qualité de l'eau reste déplorable faute des sources d'eau aménagées dans la zone. A Bhunga, Alimba et Béton il n'y a aucune source aménagée. Ils s'approvisionnent aux rivières dont l'eau est déjà salie en amont.</p> <p>A Bhunga, il y a une potentialité de quatre sources à aménager.</p> <p>Le Centre de Santé de Référence (CSR) de Chyekele manque un point d'eau permanent alors que c'est une formation sanitaire (FOSA) avec les services de maternité, chirurgie et hygiène et assainissement qui ont besoin de l'eau en quantité et qualité. La source existante à 300 mètres de la FOSA ne répond pas aux besoins de la FOSA ainsi que de la population environnante. Le creusage d'un puits pour cette FOSA serait la meilleure solution.</p>

Zones	Types de sources	Ratio (Nb personnes x point d'eau)	Qualité (qualitative : odeur, turbidité)
BUNGA	Source d'eau non aménagée	2565 personnes	Avec odeur
ALIMBA	Source d'eau non aménagée	1375	Avec odeur

<b>Type d'assainissement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Estimatif du % de ménages avec des latrines : 30 %</li> <li>- Défécation à l'air libre : Oui</li> </ul>
<b>Village déclaré libre de défécation à l'air libre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Oui</li> </ul>

**Réponses données : Aucune assistance**

**Recommandations**

- Construire un puits d'eau pour le CSR de Chyekele
- Aménager des sources d'eau potable aux villages de Bhunga, Alimba et Béton qui en sont dépourvus.
- Améliorer l'assainissement dans le site spontané d'Alimba
- Faire la promotion de l'hygiène publique en sensibilisant les populations sur l'importance des latrines hygiéniques, douches, trous à ordures et les dispositifs de lavage des mains.
- Renforcer la communication sur les moments clés de lavage des mains et son impact sur l'amélioration de la santé d'une personne

**h. Santé et nutrition**

<b>Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Non</li> </ul>
<b>Risque épidémiologique</b>	Les conditions d'hygiène et assainissement ne sont pas réunies dans la zone d'évaluation, ce qui peut entraîner la contraction des épidémies.

**Indicateurs santé (vulnérabilité de base)**

Indicateurs collectés au niveau des structures	CSR Olongba	CSR Chyekele	Moyenne
Taux d'utilisation des services curatifs	25 %	49 %	33,5 %
Taux de morbidité lié au paludisme chez les enfants de moins de 5 ans	60 %	23 %	41,5 %
Taux de morbidité lié aux infections respiratoires aiguës (IRA) chez les enfants de moins de 5 ans	17 %	21 %	19 %
Taux de morbidité lié à la diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans	4 %	6 %	5 %
Pourcentage des enfants de 6 à 59 mois avec périmètre brachial (PB) < à 115 mm avec présence ou non d'œdème (taux de malnutrition)	7 %	9 %	8 %
Taux de mortalité journalière chez les enfants de moins de 5 ans	1 %	1 %	1 %

**Réponses données : Aucune assistance**

**Recommandations**

- Améliorer les infrastructures d'eau et d'assainissement dans les structures sanitaires. Pour le CSR de Chyekele, creuser ou construire un puits d'eau.
- Appuyer les structures sanitaires avec les médicaments, particulièrement le poste de santé de Bhunga.
- Renforcer la capacité des RECO sur les activités de sensibilisation d'eau, hygiène et assainissement.

**i. Education**

<b>Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Non</li> </ul>												
<b>Impact de la crise sur l'éducation</b>	<p>- Ecoles détruites, pillées dans les zones de départ, en chefferies d'Andisoma et Mobale : 8</p> <p>- Il y a des enfants déscolarisés parmi les populations en déplacement, avec 40 jours de rupture déjà.</p>												
<b>Estimation du nombre d'enfants déscolarisés à cause de la crise</b>	<p>Donner une indication du nombre d'enfants déscolarisés à cause de la crise par catégorie de population pertinente</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Catégorie</th> <th>Total</th> <th>Filles</th> <th>Garçons</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Population autochtone</td> <td>478</td> <td>241</td> <td>337</td> </tr> <tr> <td>Déplacés</td> <td>112</td> <td>79</td> <td>33</td> </tr> </tbody> </table>	Catégorie	Total	Filles	Garçons	Population autochtone	478	241	337	Déplacés	112	79	33
Catégorie	Total	Filles	Garçons										
Population autochtone	478	241	337										
Déplacés	112	79	33										
<b>Services d'Education dans la zone</b>	Compléter le tableau ci-dessous :												

Ecoles	Type	Nb d'élèves	Nb enseignants	Ratio élèves/enseignants	Ratio élèves/salle de classe	Point d'eau fonctionne l <500m	Ratio latrines/élèves (F/G)
EP BHUNGA	Public	288	6	48	48	0	3

EP ALIMBA	Public	276	8	34	34	0	2
EP BETON	Public	295	6	49	49	0	1
<b>Total ou moyenne</b>		859	20	43,6	43,6	0	6

**Réponses données : Aucune repose**

**Recommandations**

- Distribuer les kits scolaires et matériels didactiques dans les écoles de Bhunga, Alimba et Béton
- Rendre disponibles les points d'eau dans les écoles
- Construire les latrines hygiéniques dans les écoles
- Renforcer les sensibilisations sur l'importance de la scolarisation des filles
- Prévoir des activités de cantine scolaire dans toutes les écoles du milieu pour encourager les enfants d'aller à l'école
- Fabriquer des bancs pupitres pour les écoles
- Assister les enfants déplacés en uniformes et en fournitures scolaires

**8 Annexes**

**Annexe 1.** Liste des personnes interviewées

SERVICE	PRENOM ET NOMS	FONCTION	TELEPHONE
ETATIQUE	NESTOR KABONA	CHEF DU VILLAGE BHUNGA	0815920615
ENSEIGNEMENT	MBANGANDA BAGYELE	DIRECTEUR DE L'EP BHUNGA	
ETATIQUE	ADHITHO KONE	NOTABLE DE LA CHEFFERIE	0825946431
SANTE	MICHEL NGUNA	INFIRMIER TITULAIRE	
-	NGANABHO MUNGANGA	DEPLACE	0824308643
JEUNESSE	JACOB ALEZO MBODINA	PRESIDENT DU VILLAGE ALIMBA	0814367395
EGLISE	ISRAEL NZIMALA ALIMBA	PASTEUR A ALIMBA	0815129309
CROIX ROUGE	ANOCANT BISIKA	REPRESENTANT A BETON	0828955631
ETATIQUE	MOISE ANDROZO	CHEF DU VILLAGE BETON	0813477426
GENRE	NZIANI MATSOSI	SECRETAIRE DES MAMANS DE BETON	
ENVIRONNEMENT	FAUSTIN MUSANGURA	ENVIRONNEMENTALISTE A BETON	0815793855

**Annexe 2 :** Contacts de l'équipe d'évaluation

ORGANISATION	PRENOM ET NOMS	FONCTION	TELEPHONE	EMAIL
OCHA	BALTAZARD AINDA	AHAO	0814831863	<a href="mailto:ainda@un.org">ainda@un.org</a>
AJEDEC	OSEE KILIMANI	ANIMATEUR SOCIAL	0822928246	
AJEDEC	NORBERT BANGADJUNA	AGENT IDTR	0816080639	
PACADI	MARCEL AVELUMA	COORDONNATEUR	0822736585	<a href="mailto:rdcpacadi@gmail.com">rdcpacadi@gmail.com</a>
PACADI	JAPHET MAGO	PROGRAMME		<a href="mailto:magogjaphet@gmail.com">magogjaphet@gmail.com</a>